



N°23- décembre 2013

Les comptes économiques de la Martinique en 2012 Une année atone

Clémentine GARANDEAU, Cédric PLANCHAT, INSEE, Direction Antilles-Guyane

En 2012, le PIB (Produit intérieur brut) martiniquais stagne à prix constants, tout comme le PIB national.

Si les prix à la consommation n'ont augmenté dans leur ensemble que modérément, l'amorce du déclin de la population martiniquaise, comptant 2 000 personnes de moins qu'en 2011 (- 0,5 %), contribue en partie au repli de 0,6 % en euros constants de la consommation des ménages.

Après une année favorable en 2011, l'investissement des entreprises est nettement en baisse en 2012. En revanche, l'investissement des ménages reste dynamique.

Toutefois, la hausse des exportations et la progression de la consommation des administrations publiques compensent la baisse de ces deux agrégats.

En effet, les exportations ont nettement augmenté, notamment grâce à la reprise d'activité de la SARA qui exporte des produits pétroliers raffinés. Le prix du Brent augmente de 9 % et contribue à valoriser fortement les exportations pétrolières.

La consommation des administrations publiques progresse également sensiblement.

Au final, malgré une croissance atone, et du fait de la légère diminution de la population, le PIB par habitant progresse de 0,2 %.

La consommation des ménages en repli, celle des administrations publiques en hausse

L'essoufflement de la consommation des ménages amorcée en 2011 se poursuit. Celle-ci recule de 0,6 % à prix constants en 2012 malgré une hausse des prix modérée.

En effet, bien que le prix de l'énergie continue de croître (+ 5,7 %) sous l'effet de la hausse des prix des produits pétroliers (+ 6,5 %), les prix progressent moins vite qu'en 2011 : ils augmentent de 1,5 % en 2012 au lieu de 2,6 % en 2011. Leur évolution est inférieure de 0,5 point à celui de métropole.

Bien que relativement stables en 2011, les prix des biens alimentaires augmentent en moyenne de 4,3 %.

Consommation des ménages et exportations tirent la demande

Les principaux agrégats et leur évolution, en millions d'euros courants

	2011	2012	Évolution en %		
			Volume	Prix	Valeur
Produit intérieur brut.....	8 291	8 352	0,0	0,7	0,7
Consommation des ménages.....	5 153	5 203	- 0,6	1,5	1,0
Consommation des administrations publiques.....	3 594	3 701	2,0	1,0	3,0
Investissement.....	1 611	1 507	- 8,0	1,6	- 6,5
Imports de biens et services.....	2 944	2 985	- 1,6	3,1	1,4
Exports de biens et services.....	819	1 066	19,9	8,6	30,2

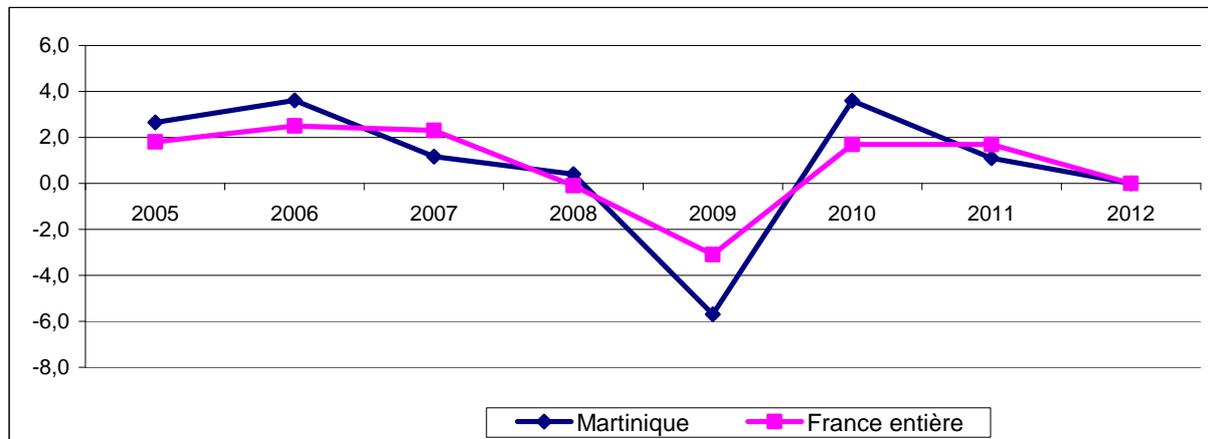
Source : Insee - CEROM - Comptes rapides



L'économie de la Martinique en 2012

Pas de croissance en 2012

Taux de croissance du PIB en volume, en %



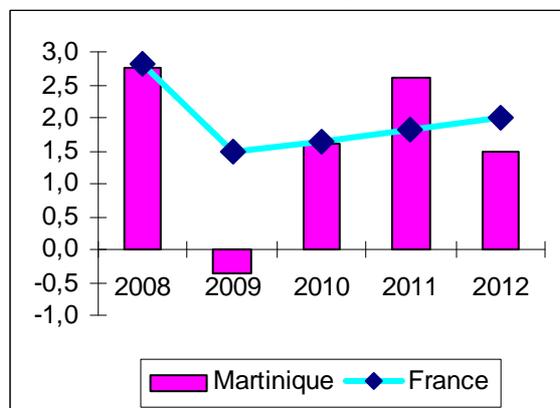
Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

Les tensions sur le marché du travail persistent et freinent la consommation : le taux de chômage demeure à un niveau élevé et le nombre d'emplois salariés recule avec 2 500 emplois de moins en un an.

Ainsi, dans le contexte d'une population en léger recul, la masse salariale globale progresse de 2,8 %, mais uniquement en raison de l'évolution du salaire moyen par tête.

Cette baisse de consommation impacte négativement l'activité commerciale. Ainsi, les immatriculations de véhicules neufs baissent de 11 % par rapport à 2011. Avec 13 560 immatriculations, les ventes de véhicules neufs atteignent leur plus bas niveau depuis dix ans.

Évolution de l'indice des prix, moyenne annuelle en %



Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

L'encours des crédits à la consommation des ménages est lui aussi en recul (-2,8 %).

Les montants perçus de TVA sont stables (+ 0,2 %) alors que ceux de l'octroi de mer sont en recul (- 6,2 %).

En revanche, la consommation des administrations publiques, notamment locale, progresse de 2 % à prix constants. Elle n'a progressé que de 1,2 % en 2011.

L'investissement sensiblement en baisse

Moteur de la croissance en 2011, l'investissement est en net recul de 8 % à prix constants. Si la progression de l'encours des crédits à l'habitat augmente (+ 4,2 %), les encours de crédits d'investissement des entreprises diminuent de 1,4 %.

La situation du secteur du logement est morose : 2 740 logements seulement sont autorisés à la construction en Martinique, soit 9,6 % de moins qu'en 2011. Il s'agit du plus faible nombre d'autorisations des cinq dernières années.

Les ventes de ciment sont également en baisse (- 7,3 %), alors que le niveau des trois précédentes années était déjà bien en deçà du niveau d'avant la crise de 2009. Ainsi, les ventes en vrac, généralement destinées aux chantiers d'envergure, accusent une baisse plus marquée que les ventes en sac, traditionnellement orientées vers le marché des particuliers (respectivement -9,4 % et -2,3 %).

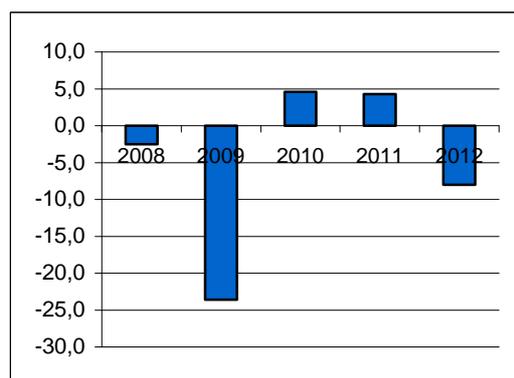
Au final, 2012 semble être une année de transition pour la commande publique. Plusieurs chantiers qui soutenaient l'activité sont achevés pour la partie « gros œuvre », comme le projet d'aménagement

L'économie de la Martinique en 2012

du pôle d'affaires de la Pointe Simon, ou le chantier de la centrale électrique de Bellefontaine d'un coût global de 450 millions d'euros.

Toutefois, le « Plan séisme Antilles » et le chantier du TCSP (Transport Collectif en Site Propre) pourraient permettre de limiter la baisse de l'activité et offrir des perspectives pour 2013. Le « Plan séisme Antilles » a pour objectif principal de réduire la vulnérabilité des bâtiments. Il est doté d'une enveloppe de 547 millions d'euros pour la période 2007-2013. Dans le cadre du TCSP, dont l'objectif est d'améliorer progressivement l'ensemble de l'offre des transports en commun, plusieurs chantiers démarrent sur l'autoroute A1 au niveau des échangeurs du Lamentin et d'Acajou. A Fort-de-France, les travaux se poursuivent sur l'avenue Maurice Bishop. Le coût total du projet est estimé à 332 millions d'euros.

Évolution de l'investissement en volume : taux de croissance en %



Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

Hors produits pétroliers, la valeur des exportations augmente légèrement

Les exportations progressent de 19,9 % à prix constants. Cette évolution tient pour l'essentiel au rebond des exportations de produits pétroliers (+ 80 %) inhérent à la baisse des capacités de raffinage de la SARA en 2011, suite à des périodes d'arrêt technique.

Hors produits pétroliers raffinés, les exportations augmentent seulement de 0,8 % à prix courants en 2012.

Les exportations de bananes progressent de 5,3 %, malgré l'apparition de la cercosporiose noire, et représentent 39 % de la valeur globale des exportations martiniquaises hors produits pétroliers.

Les exportations de rhum poursuivent leur progression. Hors produits pétroliers raffinés, elles représentent 19 % de la valeur globale des exportations martiniquaises.

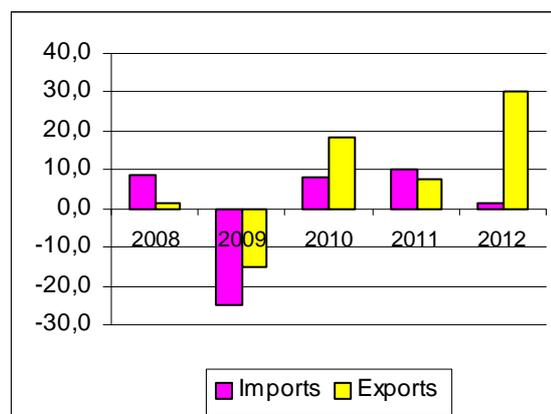
Les importations sont en recul

La valeur des importations augmente de 1,4 % mais recule de 1,6 % à prix constants. Hors produits pétroliers, la valeur des importations est en baisse de 6,9 %. Les imports en biens d'équipement mécanique, en matériel électrique, électronique et informatique sont en baisse de 20 %. Cette baisse est corrélée au repli de l'investissement.

La baisse des importations de ces secteurs est toutefois conjoncturelle. En 2011, celles-ci étaient particulièrement dynamisées par les importations liées à l'équipement de la nouvelle centrale électrique de Bellefontaine (matériels mécaniques, électroniques, informatiques,...).

On notera également la baisse importante des importations de véhicules (- 13 %) qui pénalise l'ensemble du secteur des transports.

Évolution des échanges extérieurs en valeur : taux de croissance en %



Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

L'activité touristique diminue

Avec 1,57 millions de passagers transportés en 2012 contre 1,62 millions en 2011, le trafic aéroportuaire de Martinique régresse de 3,4 %.

L'arrêt de certaines lignes moyen courrier accentue la baisse de la fréquentation vers les autres pays de la région.

L'évolution du trafic des passagers avec Orly est en baisse de 7,5 % par rapport à 2011, mais est en partie compensée par la desserte Charles-de-Gaulle mise en place au 4^{ème} trimestre 2011.

L'activité hôtelière de la Martinique s'essouffle un peu plus en 2012. La restructuration du secteur,

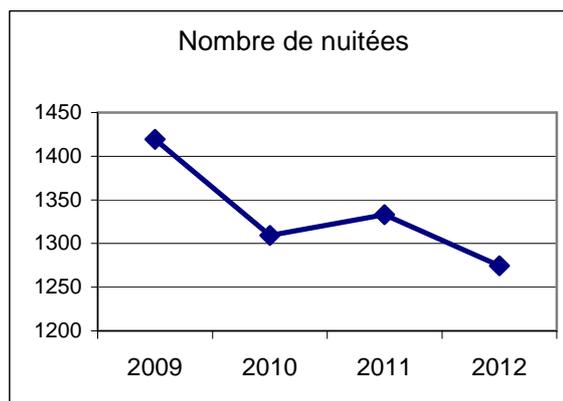
L'économie de la Martinique en 2012

engagée depuis 2009, enrayera difficilement le ralentissement de la fréquentation confirmée par la baisse du trafic aérien. Le nombre de nuitées dans un hôtel classé martiniquais baisse de 5 %. Neuf clients sur dix sont en provenance de la France métropolitaine.

Au final, la dépense touristique est en baisse en 2012 : - 4,6 % à prix courants. Le nombre de séjours sur l'île se contracte de 1,8 %.

Toutefois, la fréquentation des croisiéristes augmente en 2012. Comparativement à 2011, le flux de croisières progresse de 124 %, et atteint 92 100 passagers en 2012 pour 41 100 passagers en 2011.

Évolution du nombre de nuitées dans l'hôtellerie classée



Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produit par l'INSEE, en partenariat avec l'AFD et l'IEDOM dans le cadre du projet CEROM, le compte rapide 2012 de la Martinique repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas d'un compte définitif : les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie martiniquaise

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. En Martinique, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits.

Des données en base 2005

Depuis les données millésimées 2010, les comptes économiques rapides des DOM sont élaborés à partir de données en Base 2005. Ce changement de base a été l'occasion d'introduire de nombreuses améliorations dans la mesure de l'action sociale, des activités des ISBLSM, des échanges extérieurs... Les nomenclatures des produits et branches ont également été revues.

Pour ces raisons, les données publiées ici ne sont pas directement comparables avec celles diffusées aux années antérieures à 2008. Par ailleurs, la dépense des touristes dans le département est désormais comptabilisée depuis 2011 au sein des exportations.

Pour en savoir plus

« Les comptes économiques des DOM », consultables sur <http://www.cerom-outremer.fr/martinique> ou sur <http://www.insee.fr/martinique>

« La Martinique en 2012 », Rapport annuel de l'IEDOM – juin 2013 www.iedom.fr

« Bilan économique 2012 en Martinique », Antiane-Econ76, Insee – juin 2013

« Une croissance timide » - Comptes rapides 2011, septembre 2012

« « Retour de la croissance » - Comptes rapides 2010, novembre 2011

Directeur de la publication : Georges-Marie Grenier

© Insee - Iedom - AFD - 2013